

Déclaration CGT au CSE Hydro Centre du 10 décembre 2025

130 ans. Cette année notre organisation, la Confédération Générale du Travail fête ses 130 ans.

Depuis cette création lors du congrès de Limoges en 1895, elle n'a eu de cesse de se battre pour défendre les emplois, la protection sociale, les services publics, mais aussi les droits des travailleurs et en acquérir de nouveaux, améliorer les conditions de travail et de vie et lutter pour l'émancipation des ouvrières, des ouvriers, des salarié.e.s et de toutes les catégories sociales, face à l'emprise des diktats de la finance et de la déshumanisation capitaliste.

A son palmarès, on peut notamment citer la création de la Sécurité Sociale, d'Electricité de France – Gaz de France, du Statut et de la Caisse Centrale des activités sociales du personnel des Industries Electriques et Gazières.

Depuis cette création, à l'exception de la fin des années 30 et du début des années 40, rarement dans l'histoire de notre organisation nous n'avons eu à subir des attaques aussi violentes que ces 2 dernières années.

Les similitudes entre ces deux périodes sont flagrantes : alors que le modèle économique capitaliste arrive à ses limites, pour préserver son petit confort bourgeois et ses dividendes, le patronat présente la facture aux plus fragiles, et comme il y a 85 ans, il tente par tous les moyens d'opposer les travailleurs entre eux, afin d'éviter que ceux-ci se révoltent, en n'hésitant pas à user de la force pour faire taire les voix discordantes.

Comment ne pas voir dans les attaques subies aujourd'hui par les dirigeants de la CGT la main brune de l'extrême droite, poussant via ses réseaux d'influence et ses médias collaborateurs à une criminalisation toujours plus grande de l'action syndicale, principal frein aujourd'hui à son idéal de servitude des travailleurs, comme en témoignent les déclarations toujours plus amicales entre patronat et leaders de la droite et de l'extrême droite.

Le lien avec la situation dans nos entreprises est malheureusement vite établi.

Avec plus de 400 militants mis en accusation par la justice, bien souvent sur demande de nos directions, la lutte contre la pseudo-réforme des retraites de 2023 a plus qu'alarmé ces dernières sur le contre-pouvoir que pourrait constituer une lutte organisée par les salariés des IEG.

Depuis tous les moyens sont bons pour tenter de museler une CGT plus que jamais à l'offensive sur les questions de rémunération et de conditions de travail.

De la mise en garde en vue devant les familles à la procédure disciplinaire abusive, en passant par la discrimination à la promotion, les militants CGT sont aujourd'hui une cible affichée mais pas assumée.

La semaine dernière, à l'occasion des 30 ans de la tragédie du Drac, la direction d'EDF Hydro a décidé d'inclure dans la présentation des faits l'occupation de l'usine de Saint Georges de Commiers par des salariés grévistes. L'Organisation Syndicale CGT tient à rappeler que la responsabilité du piquet de grève n'a jamais été engagée dans ce drame. Alors dans quel but la direction a donc donné cette information, si ce n'est de criminaliser l'action syndicale et de remettre en cause la reprise en main de l'outil de travail.

Déclaration CGT au CSE Hydro Centre du 10 décembre 2025

Notre seul but est la justice sociale, et notre méthode est simple, porter la voix des salariés aux oreilles de nos directions.

Comme la répression syndicale ne suffit pas, l'avis des organisations syndicales est largement bafoué dans les IEG.

A Hydro Centre, on ne compte plus les dossiers passés en force (fusion des GU de Brommat et de Grandval, suppression des cellules MRO, suppression de la mission Coordination, déménagements, évolution du Règlement Intérieur pour en faire un outil répressif), tout comme on ne compte plus les situations de détresse professionnelle provoqués au GMH, en GU ou en Etat-Major par des décisions unilatérales.

Vos méthodes sont à l'opposé de nos valeurs et nous considérons qu'il est de notre devoir de continuer à les combattre.

Devoir que nous allons mettre à exécution aujourd'hui en quittant cette instance pour rejoindre le rassemblement organisé devant la gendarmerie de Limoges pour soutenir nos trois camarades du Syndicat CGT Energie Haute Vienne et le secrétaire de l'Union Départementale CGT 87, convoqués en audition libre à la suite des mobilisations menées contre la réforme des retraites en 2023.

Rappelons que ces mêmes camarades avaient été déjà été interpellés et placés en garde à vue en septembre 2024.

La CGT est une nouvelle fois ciblée ; mais ce sont aussi nos droits et nos libertés qui sont menacés ! Il n'est pas acceptable que celles et ceux qui défendent les emplois, les conditions de travail, notre protection sociale, les services publics et bien d'autres conquises sociales soient ainsi criminalisés ! Nous exigeons que ces politiques et ces agissements autoritaires et liberticides s'arrêtent immédiatement... Notre fédération et ses syndicats seront aux côtés de toutes et tous les camarades attaqués et sanctionnés.

Avant de vous quitter, nous tenons à saluer le soutien sans ambiguïté de l'ensemble des autres organisations syndicales à Sophie Binet, notre Secrétaire Confédérale, mise en examen pour avoir simplement énoncé ce que tout le monde constate depuis des années, et invitons les autres élus du CSE à venir soutenir Patrick, Stéphane, Gérald et Arnaud et dire STOP à la répression et aux intimidations.

Limoges le 10 décembre 2025.